

La Révolution tranquille à l'épreuve de la « nouvelle » historiographie et de l'approche post-coloniale. Une démarche exploratoire

Applying the «new» historiography and the post-colonial approach to an interpretation of the Quiet Revolution: an exploratory process

Linda Cardinal, Claude Couture and Claude Denis

Volume 2, Number 1, 1999

Relire la révolution tranquille

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1000092ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1000092ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Globe, Revue internationale d'études québécoises

ISSN

1481-5869 (print)

1923-8231 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Cardinal, L., Couture, C. & Denis, C. (1999). La Révolution tranquille à l'épreuve de la « nouvelle » historiographie et de l'approche post-coloniale. Une démarche exploratoire. *Globe*, 2(1), 75–95. <https://doi.org/10.7202/1000092ar>

Article abstract

This article examines the themes of Quebec's specificity prior to the Quiet Revolution and its «normality» since the 1960's. More precisely, the authors aim to analyse the phenomenon of the Quiet Revolution, which has always been defined, in their opinion, as a period of rupture from a traditional society to a modern society. Three main problematics are applied, each concerning three different disciplinary trends: First of all, history and criticism as considered by Ronald Rudin, promoter of the «new historiography»; secondly, political philosophy and the importance of liberal and communitarian trends in Canada; and finally, the problematics of post-colonialism, which has been developed extensively throughout the Anglo-American world, particularly in the areas of literary theory and sociology, mainly since the 1978 publication of the book *Orientalism* by Edward Said. It is through articulating these three problematics, which are absent from the existing literature, that the authors define the originality of their process. More precisely, the authors believe the artificial dichotomy separating traditional» and «modern», a dichotomy to which Ronald Rudin incidentally returns in his analysis of so-called revisionist literature, to constitute a political problem tinged with the mark of colonialism.

Tous droits réservés © Globe, Revue internationale d'études québécoises, 1999

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

La Révolution tranquille à l'épreuve de la «nouvelle» historiographie et de l'approche post-coloniale. Une démarche exploratoire¹

Linda Cardinal
Université d'Ottawa (Canada)

Claude Couture
Université d'Alberta (Canada)

Claude Denis
Université d'Alberta (Canada)

Introduction

Ce texte porte sur les thèmes de la spécificité du Québec d'avant la Révolution tranquille et de sa «normalité» depuis les années 1960. Plus précisément, nous cherchons à analyser le phénomène de la Révolution tranquille, toujours définie, selon nous, comme une période de rupture d'une société traditionnelle à une société moderne à partir de trois principales problématiques ayant trait, chacune, à trois courants disciplinaires différents : d'abord l'histoire et la critique par l'historien Ronald Rudin de la «nouvelle historiographie», ensuite la philosophie politique et l'importance des courants libéraux et

¹ Une première version de cet article a été présentée à la 9^e conférence biennale de l'Association irlandaise d'études canadiennes, le 23 mai 1998 (University College Cork, Cork, Irlande). La recherche en vue de cet article a été rendue possible grâce à une subvention du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.

communautariens au Canada², enfin la problématique du post-colonialisme, très développée dans le monde anglo-américain, particulièrement en théorie littéraire et en sociologie, depuis, notamment, la parution en 1978 de l'ouvrage d'Edward Saïd, *Orientalism*. C'est dans l'articulation de ces trois problématiques, absente dans la littérature existante, que nous pensons retrouver l'originalité de notre démarche qui en est pour l'instant au stade exploratoire. Cependant, nous entendons, dans ce texte, nous concentrer sur certains aspects théoriques de la liaison de ces trois aspects pour ainsi faire ressortir, espérons-nous, le potentiel théorique et analytique d'une telle démarche. Plus précisément, nous pensons que la dichotomie factice entre «traditionnel» et «moderne», une dichotomie incidemment reprise par Ronald Rudin dans son analyse de la littérature dite révisionniste, constitue un problème politique où l'on trouve en filigrane la marque du colonialisme. D'entrée de jeu, il nous faut toutefois rappeler quelques éléments de cette problématique concernant la spécificité «anormale» du Québec d'avant la Révolution tranquille.

² Par «libéraux» et «communautariens», nous entendons des auteurs en philosophie politique qui se distinguent les uns des autres soit par l'importance qu'ils accordent à l'individu rationnel sans prise en considération des contextes sociaux, linguistiques ou culturels dans lesquels ils se trouvent, soit, au contraire, par l'insistance à saisir les individus en fonction de leur contexte spécifique, que ce soit par rapport à la langue, la culture ou le contexte social. Ainsi, parmi les auteurs dits libéraux, on retrouverait dans la littérature nord-américaine les noms de John Rawls, Ronald Dworkin, Thomas Nagel et Robert Nozick, alors que chez les communautariens on retrouve Michael Sandel, Alastair MacIntyre, Michael Walzer et Charles Taylor. Si Robert Nozick peut être considéré sans l'ombre d'un doute comme un «individualiste méthodologique» libéral, le cas de John Rawls est beaucoup plus complexe, comme l'a montré dans ses interprétations de John Rawls le philosophe Will Kymlicka. Pour un aperçu des débats entre communautariens et libéraux, voir : Charles Taylor, «Cross purposes : The liberal-communitarian debate» dans *Philosophical Arguments*, Cambridge, Harvard University Press, 1995, pp. 181 à 203; Michael Sandel [éd.], *Liberalism and its Critics*, New York, New York University Press, 1984, 272 p.; André Berteau, Pablo Da Silvera et Hervé Pourtois [éd.], *Libéraux et communautariens*, Paris, P.U.F., 1997, 300 p.

Le problème

Au cours des années 1970 et 1980, réagissant en partie contre l'idée selon laquelle le Québec avait été avant 1960 une société d'Ancien Régime, anti-démocratique et incapable d'accepter la modernité économique et politique, une nouvelle génération d'historiens, que Ronald Rudin a qualifié de «révisionnistes»³, s'est appliquée à jeter les bases d'une représentation plus complexe et dynamique du Canada français d'avant les années 1960. Ces derniers, notamment, selon Ronald Rudin, le trio Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, auraient donc rejeté l'idée que la Révolution tranquille ait été une rupture complète par rapport à un passé décrit comme monolithique et anti-moderne. Selon Rudin, la nouvelle historiographie dominante aujourd'hui, dans le contexte de l'émergence d'une nouvelle élite technocratique, a voulu «trouver» coûte que coûte une société normale, c'est-à-dire, moderne, libérale et conservatrice, démocratique et pluraliste avant comme après les années 1960. Évidemment, une telle analyse ne pouvait que susciter un débat passionné. Dans l'une des répliques à Ronald Rudin, Gilles Bourque et Jacques Beauchemin ont rappelé récemment que le «point de vue révisionniste» fut de «contester ce point de vue qui situait l'accès du Québec à la modernité au moment de la Révolution tranquille».⁴

Ainsi, il s'est développé, au Québec dans les années 1990, un débat sur la nature du Canada français d'avant les années 1960 en vue de préciser en quoi ce dernier est différent ou non des autres sociétés nord-américaines, voire occidentales. Toutefois, ce débat s'est déroulé en grande partie à l'intérieur des frontières bien définies de la discipline historique.⁵ Le débat sur «l'anormalité», comprise comme

³ Ronald Rudin, *Making History in Twentieth-Century Québec*, Toronto, University of Toronto Press, 1997, 245 p.

⁴ Jacques Beauchemin et Gilles Bourque, «Making history in twentieth-century Québec : questions pour un débat», *Bulletin d'histoire politique*, vol. 7, no 1, 1998, p. 152.

⁵ Pour un bilan nuancé de l'historiographie, voir Jocelyn Létourneau, «La production historique courante portant sur le Québec», *Recherches sociographiques*, vol. 36, no 1, 1995, pp. 9 à 45. Voir aussi les actes du colloque *Les Frontières de l'identité. Modernité et*

l'expression de l'avènement tardif à la modernité du Canada français/Québec, a semblé avoir moins d'effet, du moins au niveau des grandes synthèses, sur les autres disciplines des sciences sociales comme la science politique, la philosophie politique et la sociologie (à l'exception, notamment, de travaux comme ceux de Bourque, Duchastel et Beauchemin)⁶. Pourtant, dans ces travaux provenant de différentes disciplines, les références à la modernité et au Québec y sont abondantes. À titre d'exemple, au Canada, ces dernières années, la philosophie politique a accordé une place toute spéciale au Québec dans le cadre de la polémique entre les philosophes libéraux et communautariens. Toutefois, aussi bien un auteur «communautaire» comme Charles Taylor et un auteur libéral-rawlsien comme Will Kymlicka ont accepté sans l'interroger la référence au Québec comme société uniquement traditionnelle avant 1960. Qui plus est, dans la littérature «communautarienne» sous la plume de Charles Taylor, la société québécoise constitue un exemple intéressant d'une société devenue moderne après les années 1960 mais toujours préoccupée par sa «survivance». Cet aspect nous semble problématique. Nous y reviendrons.

Cela dit, comment peut-on justifier l'étonnante absence, chez des auteurs en philosophie politique qui sont renommés sur le plan national et international, de la simple prise en considération des thèses «révisionnistes» sur la Révolution tranquille comme événement rupture? Une telle absence ne contredit-elle pas la thèse de Ronald Rudin selon laquelle la thèse «révisionniste» est aujourd'hui globalement dominante? Comment la thèse «révisionniste» pourrait-elle être dominante et refléter le nouveau pouvoir technocratique au Québec si elle est en grande partie absente, même à titre de référence, à l'extérieur de la discipline historique dans la plupart des grandes synthèses ou «méta-narrations» sur le Québec? Il s'agit là, croyons-nous, d'un problème important dont l'étude n'est pas simplement un exercice plutôt futile d'enfoncement de portes ouvertes.

postmodernité au Québec, [éd. Mikhaël Elbaz, Andrée Fortin et Guy Laforest], Québec et Paris, Les Presses de l'Université Laval et L'Harmattan, 1996, 375 p.

⁶ Gilles Bourque, Jules Duchastel, Jacques Beauchemin, *La Société libérale duplessiste*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1994, 435 p.

Selon nous, s'il demeure pertinent de parler de la spécificité du Canada français/Québec, notamment de son traditionalisme, c'est parce que la question renvoie fondamentalement à un débat fort complexe sur la place des traditions dans les sociétés modernes en général. C'est dans cette perspective de complexité de la relation tradition-modernité que nous situons notre remise en question de la Révolution tranquille comme un paradigme de rupture dans l'histoire du Canada français-Québec, rupture entre, d'une part, une société dite anachronique, rétrograde et, entre autres, réfractaire au principe des droits individuels, et, d'autre part, une société de rattrapage issue des réformes des années 1960. Ainsi, nous pensons que la «nouvelle» historiographie crée simplement une ouverture afin de rendre compte d'un niveau de complexité dans l'articulation tradition-modernité au Canada français avant la Révolution tranquille, complexité dont la reconnaissance pourrait cependant contribuer à dénouer l'impasse politique actuelle. Nous pensons qu'il est en effet indispensable de tenter de mieux comprendre les effets négatifs de la référence au Québec comme société traditionnelle, notamment dans le débat constitutionnel, parce que l'on y méprend facilement le préjugé pour la vérité, avec comme conséquence une polarisation entre fédéralistes et souverainistes qui repose paradoxalement sur un étonnant consensus : celui de la Révolution tranquille comme événement-rupture par rapport au monde traditionnel.

À ce point de la discussion et afin de clarifier notre position, risquons une définition de la modernité ou, du moins, une définition d'une certaine perception de la modernité. Dans un texte fascinant, Kwame Anthony Appiah⁷ a défini la modernité par ce à quoi la post-modernité s'oppose. Par exemple, en philosophie, le post-modernisme s'oppose au consensus, de Descartes à Kant, qui unit le positivisme logique, le «fondationalisme» et le réalisme métaphysique, lequel repose sur la notion de vérité exclusive et d'unité de la raison. La modernité serait donc cartésienne en France, kantienne en Allemagne et positiviste logique aux États-Unis. Par

⁷ Kwame Anthony Appiah, «Is the 'post' in 'postcolonial' the 'post' in 'postmodern'?» dans Anne McClintock [et al.], *Dangerous Liaisons*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1997, p. 426.

opposition, le post-modernisme célèbre, entre autres, Nietzsche et Foucault pour leur opposition à ce réalisme métaphysique, Dewey et les pragmatiques américains pour leur opposition au «fondationalisme». En architecture, autre exemple, le post-modernisme s'est opposé au principe de la fonction qui détermine la forme, un principe qui fut défendu notamment par l'architecte américain Frank Lloyd Wright, lui-même inspiré par le rationalisme romantique du XIX^e siècle.

Par extension, en sociologie et dans les sciences sociales en général, y compris l'histoire (faut-il ici rappeler l'influence de Durkheim sur les fondateurs de l'École des Annales), les notions de rationalité et d'individualisme dans la littérature classique, aussi bien chez Weber que chez Durkheim, furent aussi des notions clés dans leur interprétation du passage des sociétés dites traditionnelles aux sociétés dites modernes du XIX^e siècle. Les notions de rationalité bureaucratique chez Weber et d'anomie dans les sociétés dites modernes chez Durkheim sont imprégnées de cette vision du passage d'un type de société à un autre. Par conséquent, serait traditionnelle une société caractérisée par le communautaire, le religieux et l'irrationnel alors qu'une société moderne serait caractérisée par le rationnel et l'individuel. Chaque société occidentale, les unes plus précocement que les autres, aurait vécu ce passage obligé à la modernité. Ainsi, dans le cas du Québec, ce moment charnière aurait été la Révolution tranquille. Or, c'est cette dichotomie tradition-modernité qui pose problème selon nous. Inspirés notamment par les travaux de Marcel Gauchet,⁸ nous pensons au contraire que les sociétés occidentales des XIX^e et XX^e siècles ont été caractérisées non pas par un phénomène de rupture entre la tradition et la modernité, même considérées comme des idéaux-types, mais au contraire par une complexe articulation de l'un dans l'autre.

Ainsi, la question de la déconstruction du paradigme de la Révolution tranquille comme passage à la modernité est fondamentale et n'est pas sans lien, croyons-nous, avec les débats

⁸ Parmi les travaux récents, notons : Marcel Gauchet, *La Religion dans la démocratie. Parcours de la laïcité*, Paris, Gallimard, 1998, 130 p.

politiques contemporains et la question du colonialisme. Dans cette perspective, nous croyons par exemple déceler, pour reprendre une expression d'Albert Memmi, une pyramide de «petits tyrans»⁹ : d'une part, les fédéralistes trudeauistes qui situent la conclusion du processus de modernisation, amorcé avec la Révolution tranquille, avec les institutions de l'ère Trudeau; de l'autre, plusieurs souverainistes qui perçoivent la conclusion du processus de modernisation par le triomphe, avec la souveraineté, du nationalisme dit civique, par opposition à l'ancien nationalisme dit strictement «ethnique» d'avant la Révolution tranquille.¹⁰ Or, ces deux visions, croyons-nous, ne rendent pas justice à la complexité du Canada français d'avant la Révolution tranquille ni, sur le plan plus strictement théorique, à la question de l'articulation du traditionnel et du moderne. D'où l'importance d'approfondir le débat sur cette question de la relation entre la tradition et la modernité.

La nouvelle historiographie : quelques paramètres

La présente section n'a pas pour but de présenter de façon exhaustive la littérature dite «révisionniste» mais simplement de rappeler les thèses de quelques auteurs, sur lesquels Ronald Rudin a moins insisté, afin d'isoler quelques paramètres du débat.

Ainsi, parmi les analyses qui ont été les plus suggestives de la «normalité» du Québec d'avant les années 1960, les travaux de Gilles Paquet et de Jean-Pierre Wallot en histoire économique viennent évidemment à l'esprit.¹¹ Ces derniers ont consacré une partie importante de leurs recherches à contester l'idée selon laquelle la

⁹ Albert Memmi, *Portrait du colonisé*, Montréal, L'Étincelle, 1972, p. 38.

¹⁰ À titre d'exemples de cette interprétation, deux parutions récentes : Gérard Bouchard, *La Nation québécoise au futur et au passé*, Montréal, VLB éditeur, 1999, 160 p. et Michel Seymour, *La Nation en question*, Montréal, L'Hexagone, 1999, 206 p.

¹¹ Voir en particulier la synthèse de leurs travaux sur le Bas-Canada dans une brochure de la Société historique du Canada, *Le Bas-Canada au tournant du XIX^{ème} siècle. Restructuration et modernisation*, Ottawa, 1988, 24 p.

société canadienne-française était rétrograde ou contre le progrès parce que catholique et enfermée dans une mentalité d'Ancien Régime. Paquet et Wallot ont remis en question les analyses de Fernand Ouellet qui, pour sa part, s'est attardé à montrer que l'habitant canadien-français n'était pas un être rationnel et que, de façon générale, les Canadiens français étaient de mentalité conservatrice ou d'Ancien Régime.¹² Paquet et Wallot vont plutôt reconnaître l'existence d'une diversité d'idées libérales et entrepreneuriales au sein du Canada français depuis la moitié du XVIII^e siècle. Leur Canada français ressemble plutôt à une société déjà individualiste, entrepreneuriale et pleinement engagée dans la vie moderne des XIX^e et XX^e siècles. Dans le même ordre d'idées, les recherches de Ronald Rudin lui-même sur les banques canadiennes-françaises entre 1835 et 1925 apparaît en continuité avec les analyses de Paquet et Wallot sur l'ambiguïté de la notion d'Ancien Régime appliquée à l'histoire socio-économique du Québec.¹³ Soit dit en passant, il semble que Ronald Rudin ait oublié de se citer lui-même dans sa revue de la littérature dite «révisionniste» puisque ce titre n'apparaît pas dans la bibliographie de son ouvrage de 1997 sur l'historiographie québécoise du XX^e siècle. Pourtant, ce petit livre de 1985 sur les banques canadiennes-françaises au XIX^e siècle a peut-être été l'ouvrage le plus efficace de la littérature dite «révisionniste» dans la déconstruction de la thèse d'une mentalité d'Ancien Régime caractéristique des Canadiens français refractaires à «l'esprit capitaliste».

Par ailleurs, les travaux de Jean-Paul Bernard¹⁴ et d'Allan Greer¹⁵ sur les Patriotes se trouvent également à témoigner de la complexité

¹² Fernand Ouellet n'est pas le seul à avoir tenté de montrer que le Canada français constituait une société rétrograde. Pour une synthèse de la question, voir le livre de Rudin déjà cité. On retrouve des exemples de la critique de Ouellet par Paquet et Wallot dans «À propos de l'habitant québécois : le *chromo* versus le modèle», *Mémoires de la Société royale du Canada*, quatrième série, Tome XXII, 1984, pp. 205-213.

¹³ Ronald Rudin, *Banking en français. The French Banks of Québec*, Toronto, University of Toronto Press, 1985, 190 p.

¹⁴ Jean-Paul Bernard, *Les Rébellions de 1837-1838*, Montréal, Boréal Express, 1983, 350 p.

¹⁵ Allan Greer, *The Patriots and the People. The Rebellion of 1837 in Rural Lower Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1996, 385 p.

du Canada français. D'une part, l'analyse comparée leur a permis de montrer que les luttes des Patriotes sont comparables aux mouvements révolutionnaires européens du XIX^e siècle. D'autre part, Bernard et Greer ont révélé que les revendications des habitants canadiens-français pour la démocratie et le gouvernement responsable ne peuvent être réduites à l'expression d'un conflit ethnique. Chez Greer, le mouvement des habitants patriotes, à l'instar de certains mouvements politiques aux États-Unis, a été porteur d'une tradition républicaine suggérant l'existence d'un mouvement démocratique qui s'élabore en même temps que l'identification de la population à la nation. De même, Louis-George Harvey a montré que les Patriotes conçoivent le Québec comme une société plus égalitaire que la France ou l'Angleterre, à l'instar des républicains américains.¹⁶ Pour sa part, Jean-Pierre Wallot constate que de 1791 aux rébellions, les Canadiens français tentent de défendre leurs intérêts à l'intérieur des cadres du libéralisme radical et réformiste plutôt que républicain, une idéologie qui ne sera épousée qu'en fin de parcours par les Patriotes alors qu'ils décident qu'il est devenu impossible de réformer les institutions britanniques.¹⁷ Ces analyses, parmi plusieurs autres, ont donc permis de jeter un nouveau regard sur la question de la culture politique au Canada français avant 1960 et notamment au XIX^e siècle.¹⁸ Toujours sur la question de la culture politique, ces études sont complémentaires aux travaux de Gilles Bourque, Jules Duchastel et Jacques Beauchemin qui ont montré dans leur analyse du discours duplessiste que le mode de régulation étatique pendant cette période a été de type libéral conservateur. Selon Bourque, Duchastel et Beauchemin, le Québec d'avant les années 1960 était déjà moderne sur le plan de la régulation étatique et l'ex-premier ministre du Québec était un libéral conservateur.¹⁹

¹⁶ Louis-George Harvey, «The first distinct society : French-Canada, America, and the Constitution of 1791» dans *Canada's Origins. Liberal, Tory or Republican?*, [éd. Janet Aizenstat et Peter J. Smith], Ottawa, Carleton University Press, 1995, pp. 79-109.

¹⁷ Jean-Pierre Wallot, «Révolution et réformisme dans le Bas-Canada (1773-1815)», *Annales historiques de la Révolution française*, no 213, 1973, pp. 344-435.

¹⁸ Elles font aussi écho aux débats au Canada anglais sur la ré-interprétation des origines idéologiques du Canada. Pour plus de détails voir Aizenstat et Smith, *op. cit.*

¹⁹ Gilles Bourque, Jules Duchastel et Jacques Beauchemin, *La Société libérale duplessiste*, *op. cit.*

On nous permettra enfin de mentionner l'article de Claude Couture et de Claude Denis sur le rôle des sciences sociales dans la compréhension du Canada français comme société traditionnelle et rétrograde.²⁰ Dans cet article, les auteurs s'intéressent à l'adoption, par les sociologues québécois, en particulier Marcel Rioux et Hubert Guindon, de catégories d'analyse comme celles de «folk society» et de «société rurale» utilisée par les membres de l'École de Chicago – notamment Horace Miner et Everett Huges – afin d'étudier des fragments de la société canadienne-française. Or, selon Couture et Denis, alors que Miner avait été très prudent dans son analyse «globale» du Canada français, des sociologues comme Marcel Rioux n'ont pas hésité à décrire globalement le Canada français comme une «folk society». Ainsi, Marcel Rioux et plusieurs autres ont contribué à la consécration du Québec comme société «folk» et ainsi gommé, pour longtemps, la complexité et la modernité de la société canadienne-française d'avant les années 1960.

Couture et Denis ont aussi tenté de montrer que ce discours des sciences sociales a servi à légitimer la pensée d'une génération d'intellectuels libéraux radicaux opposée au gouvernement de Duplessis et convaincus de la nature rétrograde du Canada français. Procédant ainsi à un mariage stratégique entre la science et la politique, les Pierre Elliott Trudeau, Gérard Pelletier, Jacques Hébert et plusieurs autres, réunis au sein de *Cité libre*, se sont engagés dans une lutte contre tout ce qui pouvait ressembler au Québec traditionnel. De fait, lorsque Pierre Elliott Trudeau a pris la tête des libéraux fédéraux à Ottawa, il a élevé au rang de vérité absolue l'idée selon laquelle le Canada français était une société rétrograde et tribale.²¹ Ainsi, plusieurs auteurs ont, pour des raisons politiques fort différentes, les uns étant fédéralistes, les autres souverainistes, renvoyé depuis la Révolution tranquille le Québec à sa supposée Grande Noirceur. Ce fut dans ce contexte que se développa une

²⁰ Claude Couture et Claude Denis, «La captation des rapports entre tradition et modernité dans la sociographie québécoise», *Canada : Theoretical Discourse / Discours théorique*, Montréal, Association d'études canadiennes, 1994, pp. 105 à 131.

²¹ Pour un point de vue critique de Pierre Elliott Trudeau voir Claude Couture, *Paddling With the Current. Pierre Elliott Trudeau, Étienne Parent, liberalism and nationalism in Canada*, Edmonton, University of Alberta Press, 1998, 140 p.

nouvelle historiographie qui voulut dans certains cas parfois simplement vérifier les principaux paramètres de cette «Grande Noirceur», notamment : l'attachement aux valeurs d'Ancien Régime, la prégnance d'une mentalité rurale, l'absence d'esprit démocratique, le refus des défis du capitalisme aussi bien commercial qu'industriel.

La question de la spécificité du Québec et la critique de la nouvelle historiographie

Ronald Rudin ne fut certes pas le premier à critiquer la «nouvelle» historiographie. Elle fut sévèrement attaquée, notamment par Fernand Ouellet, qui se réfèra lui aussi à la Révolution tranquille comme une rupture avec l'Ancien Régime.²² Mais la critique en apparence moins idéologique de Ronald Rudin mérite une plus grande attention.

D'une part, Ronald Rudin reconnaît l'apport de la nouvelle historiographie à l'analyse des facteurs socio-économiques structurant l'économie canadienne-française.²³ Il rappelle comment elle situe le Canada français dans l'ensemble nord-américain rejetant ainsi l'image de la société isolée, repliée sur elle-même ou tricotée serrée. Enfin, il salue également les efforts de Linteau, Durocher et Robert de penser le Québec comme une société pluraliste plutôt qu'ethnique. Toutefois, Rudin considère que le Québec demeure différent. Ainsi, selon Rudin, trop préoccupée par la quête de «normalité» du Québec, la nouvelle historiographie a laissé de côté des pans importants de son histoire dont «le rôle directeur de l'Église, l'importance du conflit ethnique et l'accent sur les valeurs rurales qui

²² Fernand Ouellet, «The Quiet Revolution: A turning point» dans T. Axworthy et Pierre E. Trudeau (éd.), *Towards a Just Society*, Toronto, Markham, 1990, pp. 313 à 341.

²³ De Rudin voir aussi «La quête d'une société normale : critique de la ré-interprétation de l'histoire du Québec», *Bulletin d'histoire politique*, vol. 3, no 2, hiver 1995, pp. 9 à 43. Ce texte a d'abord été publié en anglais sous le titre «Revisionism and the search for a normal society : A critique of recent Quebec historical writing», *Canadian Historical Review*, vol. LXXIII, 1992, pp. 30-61.

ont si longtemps dominé la littérature.»²⁴ En résumé, Rudin souhaite que l'historien, l'historienne retourne à ces éléments du passé qui seraient particuliers au Québec : «une histoire qui comporte des épisodes de xénophobie, l'avènement relativement lent d'une société moderne et urbaine, la présence d'une influence considérable du clergé, et une certaine réticence à consentir un pouvoir substantiel à l'État.»²⁵ Ainsi, il tente de jeter les bases d'une approche post-révisionniste qui relierait la question des valeurs (le spécifique) à celle de l'économie (le moderne ou le normal). Reconnaissons qu'en opposant le thème de la «normalité» à celui de la spécificité du Canada français, Rudin touche à un problème de conceptualisation effectivement peu discuté au sein de la «nouvelle» historiographie. Toutefois, comment poser la question de la spécificité du Québec sans ramener le discours qui associe le traditionnel au rétrograde par la porte d'en arrière?

Afin d'éviter ce piège, il importe de rappeler que la nouvelle historiographie a, nous semble-t-il, posé les jalons en vue d'une *articulation dynamique* des rapports à l'intérieur du Canada français entre des éléments dits traditionnels avec des éléments associés à la modernité. Revenons, à titre d'exemple, sur les travaux de Jean-Paul Bernard et d'Allan Greer afin de faire ressortir, dans le contexte politique du XIX^e siècle, l'absence de contradiction entre le traditionnel et le moderne.

Ces deux derniers auteurs, en particulier par leurs analyses des différentes formes de contestation du pouvoir colonial mises de l'avant par les habitants canadiens-français patriotes, ont montré que c'est à partir de traditions culturelles comme la célébration du charivari que ces derniers ont réussi à subvertir la politique de privilèges du gouvernement britannique. Greer s'est aussi intéressé à la tradition de la milice réinventée par les habitants canadiens-français en vue de contester les abus d'autorité des Britanniques et fonder un mouvement démocratique porteur de la tradition républicaine. Pour sa part, Jean-Paul Bernard a étudié l'association du nationalisme

²⁴ Rudin, 1995, p. 11.

²⁵ Rudin, 1995, p. 37.

canadien-français à la tradition de survivance des Canadiens français en rapport avec la question de la citoyenneté au sein du mouvement des Patriotes. Était Canadien/Canadien français toute personne luttant contre le pouvoir impérial. Ainsi, chez Bernard, les notions de nationalisme, de démocratie et de citoyenneté allaient de pair et présentaient alors la nation comme une association libre d'individus.

En somme, ces exemples témoignent, certes différemment, de la spécificité culturelle, politique et sociale du Québec, mais dans une perspective qui nous semble différente de celle décrite par Ronald Rudin. En privilégiant le mélange des temps au lieu de les opposer, il devient possible de réintroduire la question des traditions ou du spécifique dans l'analyse du Canada français mais en inscrivant cette tradition au cœur de ce qui fait sa «normalité», dans le sens d'une articulation tradition-modernité, plutôt que sa marginalité, dissociée de sa dynamique historique.

Toutefois, s'il est vrai que la nouvelle historiographie n'a pas visé explicitement à étudier les comportements moins élégants des Canadiens français, comme leurs manifestations de xénophobie et de racisme, c'est qu'elle n'a peut-être pas toujours bien réussi à montrer qu'une société «normale» n'est pas synonyme de société idéale. Une démarche plus appropriée à une réconciliation du spécifique et du général qui ne s'empêtrerait pas dans les distinctions mutuellement exclusives comme le «moderne» - compris comme le «normal» - et le «traditionnel» - compris comme le rétrograde «anormal» - réside peut-être dans un questionnement qui pourrait ressembler davantage au suivant : qu'est-ce qui explique que les sociétés actuelles continuent de fonctionner avec une relative stabilité? Pourquoi, même s'il devient moins visible à cause d'une plus grande anomie, le lien social ne disparaît-il jamais complètement? En d'autres mots, pourquoi l'éclatement, du moins apparent, de formes de vie dites traditionnelles, n'enraye-t-il pas le lien social? Les individus, nous semble-t-il, conservent un rapport au collectif même si celui-ci devient objet de débat et de contestation. Dans cette perspective, nous pensons que le caractère distinctif d'une société, sur le plan sociologique, et dans le contexte des deux derniers siècles, dans le monde occidental en particulier, réside dans les réponses spécifiques

qui ont été données face à certains défis provoqués, notamment, par l'industrialisation et l'urbanisation, tout en maintenant des éléments dits traditionnels.

Une façon de faire ressortir la spécificité sociologique du Canada français/Québec serait donc de comparer systématiquement l'articulation complexe du traditionnel et du moderne dans cette société à l'articulation du traditionnel et du moderne notamment dans les sociétés voisines de langue anglaise. Ainsi, la spécificité du Canada français/Québec apparaîtrait à la lueur de cette articulation spécifique et non selon une définition essentialiste du Canada français défini comme «traditionnel» par opposition à une définition tout aussi essentialiste des sociétés anglo-américaines voisines définies comme «totalement» modernes avant 1960. Malheureusement, nous croyons que le piège essentialiste a été rarement évité depuis trente ans, malgré le «révisionnisme», avec comme résultat que le paradigme intellectuel dominant aujourd'hui concernant la Révolution tranquille n'est pas, contrairement à ce qu'écrit Rudin, celui de l'historiographie dite «révisionniste» mais bel et bien celui de la référence à la «Grande noirceur» antérieure. Cela nous semble évident, à quelques exceptions près, dans les disciplines autres que l'histoire et le discours des politiciens. Pour illustrer notre propos, attardons-nous quelque peu sur le cas de deux auteurs de réputation internationale.

Le lien politique du débat sur la normalité : le débat entre libéraux et communautariens

L'exemple d'une méta-narration dans laquelle l'historiographie dite «révisionniste» n'a eu aucun impact que nous avons retenu est celui du débat en philosophie politique entre libéraux et communautariens. La référence au Québec se trouve justement logée au cœur des échanges entre les ténors de ces deux courants.

Au Canada, ce débat entre libéraux et communautariens a mis sur la sellette Charles Taylor et Will Kymlicka. Taylor s'est intéressé,

entre autres, au développement de l'identité du sujet dans les sociétés modernes et à la référence au bien public dans l'édification de l'espace politique moderne. Selon Taylor, les Québécois auraient une vision «substantive» du libéralisme alors que les Canadiens anglais seraient des individualistes libéraux. En d'autres mots, chez Taylor, l'esprit traditionnel ou communautaire des Québécois témoigne, à travers leur défense de la langue française, d'un rapport au collectif nécessaire à la stabilité de leur société, une référence avec laquelle les Canadiens anglais ont apparemment plus de difficulté. Il écrit :

Le Québec a un sentiment d'identité nationale très fort mais très déconcertant pour la plupart des anglophones nord-américains : un sentiment d'identité nationale reliée à une langue nationale et, qui plus est, une langue menacée. En raison de cette menace, la préservation de cette langue sera toujours l'un des principaux objectifs des Canadiens francophones. Ce qui veut dire qu'on attachera toujours de l'importance à la langue comme moyen d'expression de toutes les activités qui définissent la civilisation moderne : la politique, la technologie, l'art, la gestion de l'économie, les moyens de communication, etc.

Dans le reste du Canada, la langue ne joue pas ce rôle et on trouve étrange qu'on discute et légifère tant à son sujet, comme on le fait au Québec. L'anglais étant pratiquement aujourd'hui la langue prépondérante dans le monde, il est difficile pour ceux qui le parlent de comprendre les sentiments de quelqu'un qui voit sa langue menacée. Au lieu de considérer leur langue comme une source indispensable d'expression et de réalisation de soi, les Nord-Américains anglophones ne voient en elle qu'un simple moyen de communication.²⁶

²⁶ Charles Taylor, *Rapprocher les solitudes. Écrits sur le fédéralisme et le nationalisme*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1992, p. 118.

Ainsi, pour Taylor, le «malaise de la modernité», caractérisé, entre autres, par le phénomène de l'anomie, serait plus profond au Canada français/Québec qu'au Canada anglais en raison de la menace, réelle ou perçue, vis-à-vis de la *survie* de la langue française. Pour Taylor, même la Révolution tranquille n'a pas enrayé ce malaise. Logiquement, elle l'a peut-être même accentué en raison, justement, de ce passage de la tradition à la modernité qui a impliqué une accentuation du phénomène de la disparition des normes. Ainsi, pour Taylor, la Révolution tranquille a bel et bien été une période charnière dont les effets, cependant, sont contradictoires. En fait, pour Taylor, la *survivance* est encore un aspect du Québec contemporain. Il écrit :

Mais une société à desseins collectifs comme celle du Québec viole ce modèle [libéral]. Pour le gouvernement québécois, dire que la survivance et l'épanouissement de la culture française au Québec constituent un bien a valeur d'axiome. La société politique n'est pas neutre entre ceux qui apprécient de rester fidèles à la culture de nos ancêtres et ceux qui pourraient vouloir la séparation au noms d'objectifs individuels d'auto-développement. On pourrait avancer qu'il serait possible, après tout, d'intégrer un objectif comme la «survivance» dans une société libérale opératoire. On pourrait considérer, par exemple, que la langue française est une ressource collective que des individus pourraient vouloir employer, et agir en vue de sa préservation, au même titre que pour l'air et les espaces verts. mais cela ne saurait intégrer l'attaque frontale des politiques visant à la survivance culturelle. Il ne s'agit pas simplement de maintenir la langue française accessible à ceux qui voudraient la choisir [...]. Mais cela implique aussi de faire en sorte qu'il existe, dans l'avenir, une communauté de population qui souhaite profiter de l'opportunité d'utiliser la langue française. Les politiques tournées vers la survivance cherchent activement à *créer* des membres pour cette communauté, par exemple en leur assurant que les générations futures continueront à s'identifier comme francophones. En aucune manière ces politiques ne

peuvent être vues simplement comme fournissant une facilité à des populations déjà existantes.

Les Québécois et ceux qui accordent une importance similaire à ce genre d'objectif tendent ainsi à opter pour un modèle de société libérale passablement différent.²⁷

Pour sa part, Kymlicka s'est intéressé au Québec comme un exemple lui permettant de réconcilier le libéralisme de John Rawls avec la question des minorités au Canada. À la différence de Taylor, qui insiste davantage sur l'appartenance à une communauté, Kymlicka accepte la référence au groupe uniquement comme un moyen en vue de la réalisation de l'autonomie des individus. De plus, chez Kymlicka, l'État doit demeurer neutre. Certes, il reconnaît des droits collectifs aux peuples autochtones mais uniquement en raison de leur très grande situation de vulnérabilité. L'État ne peut ni ne doit accepter d'adhérer à une conception particulière de la «vie bonne». Il doit plutôt donner aux individus les moyens de débattre de la plus grande diversité possible de conceptions de la «vie bonne». Mais sa description du Canada français fait, d'une certaine façon, écho à celle de Taylor tout en étant beaucoup plus explicite :

For example, the character of French-Canadian culture was radically transformed in the 1960s. It was the end of a 'culture' in the first sense. Very few of the institutions which traditionally characterized French-Canadian life (e.g. the Roman Catholic Church, parochial schools, the Union Nationale political party) could be secure in the knowledge that they had the continuing allegiance of the broad majority of the members of the culture. It was aptly called the 'Quiet Revolution' in French Canada, since French-Canadians began to make very different choices than they traditionally had done [...] ²⁸.

²⁷ Charles Taylor, *Multiculturalisme. Différence et démocratie*, Paris, Aubier, 1994, pp. 80-81.

²⁸ Will Kymlicka, *Multicultural Citizenship*, Oxford, Oxford University Press, 1995, p. 87.

Dans un autre essai il écrit :

*The Québécois provide a nice illustration of this process. Before the Quiet Revolution, the Québécois generally shared a rural, Catholic, conservative, and patriarchal conception of the good. Today, after a rapid period of liberalization, most people have abandoned this traditional way of life, and Québécois society now exhibits all the diversity that any modern society contains – e.g. atheists and Catholics, gays and heterosexuals, urban yuppies and rural farmers, socialists and conservatives, etc.*²⁹

Malgré le désaccord entre Taylor et Kymlicka en ce qui a trait à leur définition du groupe, comme moyen ou fin, et du rôle de l'État dans la promotion des minorités, il est clair que leurs différences s'estompent en ce qui concerne leur image, fondée sur la *survivance* du Québec d'avant les années 1960. Ainsi, même des auteurs comme Kymlicka et Taylor, bien que pour des raisons différentes et à travers une vision différente des conséquences de cette Révolution, ont célébré la Révolution tranquille comme une entrée tardive du Québec dans la modernité et, par conséquent pour Taylor, comme une source de malaise peut-être encore plus grand. Ils ont manifestement repris à leur compte, sans l'interroger, le paradigme de la Révolution tranquille. En somme, comment, à partir de cet exemple, expliquer la permanence de la théorie de la «grande noirceur» et des stéréotypes correspondants dans des travaux aussi importants, sans aucune référence à la littérature dite «révisionniste», voire même aucune évocation d'une possible remise en question du paradigme de la Révolution tranquille?

C'est à ce point que notre programme de recherche apparaît comme le plus exploratoire et, certainement, le plus risqué, par le lien qui est fait avec la problématique du post-colonialisme. Cette problématique fut en grande partie inspirée par l'œuvre d'Edward Saïd,³⁰ dont le point de départ a été une idée empruntée à Michel

²⁹ Will Kymlicka, *Liberalism, Community and Culture*, Oxford, Clarendon Press, 1989, p. 167.

³⁰ Edward Saïd, *Culture and Imperialism*, New York, Vintage, 1993, 380 p. et *Orientalism*, New York, Vintage, 1979, 370 p.

Foucault selon laquelle pouvoir et savoir sont liés. Cette relation produirait des «objets d'analyse» et dans l'étude de ces objets, les faits et les valeurs ne sont jamais dissociés. En d'autres mots, la prétention à l'objectivité du discours orientaliste constitue justement un indice de sa partialité à peine voilée. À partir de ce principe, Saïd a défini l'orientalisme comme un discours fondé sur des principes ontologiques et épistémologiques qui établissent une profonde division entre l'Orient et l'Occident. Le paradigme orientaliste serait donc une caractéristique propre du discours occidental dit scientifique qui définit l'Orient comme étant essentiellement rétrograde, irrationnel, collectiviste, par contraste avec le monde occidental qui lui serait progressiste, rationnel et individualiste.

Ainsi, au colonialisme économique et social, s'ajoute un monopole colonial du discours et de la représentation. Par conséquent, même après la réalisation de l'indépendance politique, le pouvoir de la représentation coloniale peut demeurer profondément ancré dans la vie culturelle de peuples naguère sous le joug du colonialisme. En somme, même après la décolonisation politique, une perception de soi chez les peuples libérés peut encore être fortement teintée par la vision essentialiste projetée par l'ancien pouvoir colonial. D'où l'idée d'une période post-coloniale toujours caractérisée par l'efficacité de la vision essentialiste propre au colonialisme.

Or, une critique qui pourrait être portée à Saïd est sa tendance à voir le monde occidental colonial de façon monolithique. Pourtant la logique réductionniste propre au discours colonial orientaliste a pu aussi être appliquée à l'intérieur du monde occidental, entre puissances coloniales elles-mêmes au temps fort de l'impérialisme du XIX^e siècle. Ainsi, bien que ce discours ne soit pas exclusif dans le monde anglo-américain, la Grande-Bretagne et les États-Unis ont excellé au cours des deux derniers siècles à produire un discours sur les «Autres» qui associe ces «Autres», qu'ils soient du monde occidental ou d'ailleurs, au «collectivisme» et à la tradition, la liberté étant presque par définition un monopole du monde anglo-américain. La culture politique anglo-canadienne étant en grande partie arrimée à la culture politique anglo-américaine, on comprendra alors aisément

que le Canada français, aujourd'hui le Québec, fut dans le collimateur de ce genre de méta-narration réductionniste dominante dans le monde anglophone³¹, et que les analyses de Taylor et Kymlicka sur le Canada français/Québec, malgré certaines nuances, font partie intégrante de cette méta-narration.

Conclusion

L'acceptation d'une vision stéréotypée du Québec/Canada français d'avant la Révolution tranquille consisterait donc dans l'acceptation de ce stéréotype forgé aussi bien dans le discours politique depuis le XIX^e siècle que dans le discours « scientifique » depuis notamment les travaux des sociologues de l'École de Chicago des années 1930. La frontière entre le politique et la « science » peut être très ténue, voire inexistante. Et depuis la Révolution tranquille, plusieurs, aussi bien dans le camp fédéraliste que dans le camp souverainiste, ont accepté cette idée d'une société formant un parfait contraste avec la société dominante jusqu'à cette entrée tardive dans la modernité que fut la Révolution tranquille. En ce sens, et contrairement à la thèse de Ronald Rudin sur le caractère dominant de l'historiographie révisionniste, cette littérature, malgré la brèche qu'elle a pu ouvrir, n'a pas encore produit au niveau des grandes synthèses acceptées hors du cadre plutôt limité de la discipline historique, une vision dans laquelle les catégories de tradition et de modernité seraient utilisées en terme d'idéaux-types référant à des stratégies à la fois complexes et imbriquées par opposition à une vision essentialiste du Canada français/Québec. Il y a donc, encore, beaucoup de travail à accomplir, notamment au niveau de l'approfondissement du lien théorique entre la problématique du post-colonialisme et le rôle idéologique des sciences sociales et de l'histoire dans le contexte québécois. Voilà une tâche, croyons-nous, que même la littérature dite « révisionniste » n'a pas encore abordée. Par exemple, même les sociologues Bourque, Duchastel et

³⁰ Pour une analyse lucide de ce phénomène, voir : Ray Conlogue, *Impossible Nation. The Longing for Homeland in Canada and Quebec*, Stratford, Mercury Press, 1996, 250 p.

Beauchemin, malgré leur analyse très fine de la relation tradition-modernité dans le contexte québécois, n'en ont pas moins continué à utiliser le concept de modernisation. Or ce concept pose problème, selon nous, dans la mesure où il repose sur l'idée d'un modèle universel réalisé d'abord dans quelques pays lesquels se sont imposés, depuis le 18^e siècle jusqu'à aujourd'hui, comme modèle à suivre pour tous les autres pays. Mais comment justifier la prétention à l'universalité de certains pays et de leur modèle de développement (notamment les modèles anglais, américain ou français) sans reproduire le colonialisme? Nous pensons que c'est impossible. D'où l'idée, à partir du cas du Canada français/Québec et d'une déconstruction du mythe fondateur de la Révolution tranquille, d'une remise en question de catégories comme le couple tradition-modernité et la notion de modernisation, remise en question que nous entendons poursuivre dans des travaux ultérieurs portant sur différents aspects de la construction intellectuelle du paradigme de la Révolution tranquille.